



Compte rendu

Climat : des propositions pour débloquer la situation

LE MONDE | 23.09.09 | 15h17 • Mis à jour le 23.09.09 | 15h18

New-York (Nations unies) Envoyés spéciaux

“Nous sommes sur la voie de l'échec si nous continuons ainsi." Au sommet sur le climat convoqué par le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, mardi 22 septembre, Nicolas Sarkozy a dramatisé la situation, à moins de trois mois de la conférence de Copenhague, qui doit finaliser un traité contre le changement climatique. Il a proposé qu'une réunion des chefs d'Etat des principales économies du monde se tienne à la mi-novembre, pour avancer vers une solution politique.

La crainte d'un échec à Copenhague est largement partagée. Les huit chefs d'Etat ou de gouvernement qui ont pris la parole, mardi, dans l'enceinte des Nations unies, ont tous manifesté leur volonté de débloquer la négociation, et souvent avancé des propositions concrètes.

Le président chinois, Hu Jintao, a ainsi voulu montrer que son pays agissait contre le changement climatique. La Chine a adopté un programme national dont il a souligné que les objectifs étaient *"contraignants"*. Hu Jintao a annoncé que son pays allait prendre de *"nouvelles mesures"* pour *"s'efforcer de réduire les émissions de dioxyde de carbone par rapport au produit intérieur brut"* en 2020 par rapport à 2005. Il a fixé un objectif de 15 % d'énergies renouvelables et de nucléaire dans la consommation d'énergie du pays en 2020, et prévoit d'accroître la superficie de la forêt chinoise de quarante millions d'hectares.

"Survie de la planète"

Les délégations européennes jugent positive l'évolution de la Chine, qui assume de plus en plus ses responsabilités mondiales, alors que l'Inde reste plus en retrait. Hu Jintao a cependant souligné que *"les pays développés doivent fournir un concours financier nouveau, supplémentaire, suffisant et prévisible aux pays en développement pour leur permettre l'accès à des technologies respectant l'environnement"*.

L'enjeu décisif de la négociation de Copenhague est d'aider financièrement les pays les plus pauvres à se développer tout en limitant leur consommation d'énergie. Plusieurs acteurs majeurs ont fait des propositions en ce sens.

Le nouveau premier ministre japonais, Yukio Hatoyama, a confirmé l'engagement de son pays de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'un quart d'ici à 2020 par rapport à 1990. Il a surtout proposé un mécanisme d'aide aux pays en voie de développement : création d'un fonds d'aide privé et public, sous l'égide des Nations unies, et transferts de technologies tout en respectant la propriété intellectuelle.

Les Européens savent aussi que la question du financement des politiques d'adaptation au changement climatique est décisive. Le premier ministre suédois, Fredrik Reinfeldt, président en exercice de l'Union européenne, a relevé que selon la Commission de Bruxelles, *"5 à 7 milliards d'euros par an au cours des deux prochaines années"* étaient nécessaires.

D'ici à 2020, la Commission européenne a évalué à 100 milliards d'euros par an les financements *"que nous*

pourrions envisager pour aider les pays en développement à s'adapter", a quant à lui rappelé M. Sarkozy. Le chef de l'Etat français a soutenu la proposition mexicaine, qui prévoit de créer un fonds alimenté par tous les pays de la planète. "Aux pays en développement et aux pays émergents, je vous le dis : les transferts financiers et les transferts de compétence technologique, nous sommes prêts à les faire. Soyez vous-mêmes au rendez-vous de la protection de la planète", a déclaré M. Sarkozy.

Les pays africains, par la voix du président rwandais, Paul Kagamé, ont accepté cette logique, renonçant à stigmatiser les pays du Nord, responsables du réchauffement climatique. "Le but du jeu n'est pas de trouver des coupables. Il s'agit de la survie de la planète. Pointer du doigt les uns ou les autres serait non seulement inutile mais contre-productif", a dit M. Kagamé. Il a défendu l'idée de l'extension du marché du carbone, qui pourrait selon lui atteindre mille milliards de dollars (676 milliards d'euros), pour dégager des ressources pour l'Afrique.

La stratégie des Européens et des Japonais est de conclure la négociation avec les pays émergents et en développement. Les Etats-Unis ne jouent pas un rôle moteur dans la négociation, même s'ils ne la gênent pas comme ce fut le cas sous l'administration de George W. Bush. Le Sénat bloque pour l'instant le projet de Barack Obama d'instaurer un marché du carbone aux Etats-Unis. Devant les Nations unies, le président américain a certes usé d'une rhétorique forte, parlant d'une "catastrophe irréversible" et assurant que "nous serons jugés par l'histoire". S'il a estimé que son pays avait plus bougé sur le sujet "en huit mois qu'au cours de son histoire", M. Obama n'a pas avancé d'argument nouveau susceptible de faire bouger les lignes.

S'ils ouvrent le jeu en direction des pays en développement sur la question du financement, les Européens entendent signifier aux grands pays émergents que l'accord de Copenhague repose sur des engagements réciproques. Nicolas Sarkozy a évoqué clairement la possibilité d'une taxe carbone aux frontières sur les importations des pays qui ne seraient pas partie prenante au futur accord de Copenhague.

Le G20, qui se réunit à Pittsburgh (Pennsylvanie), jeudi 24 et vendredi 25 septembre, abordera de nouveau la question du financement de la lutte contre le réchauffement.

Hervé Kempf et Arnaud Leparmentier

L'industrie aérienne prête à réduire ses émissions

L'industrie aérienne mondiale veut réduire de 50 % d'ici 2050 ses émissions en dioxyde de carbone par rapport à leur niveau de 2005, a indiqué l'Association internationale du transport aérien (IATA), dans un communiqué publié mardi 22 septembre, à l'occasion du sommet des Nations unies sur le changement climatique. "Les émissions de l'aviation internationale n'avaient pas été incluses dans le protocole de Kyoto, il y a douze ans. Nous avons maintenant l'opportunité de rectifier cette omission et nous devons la saisir", a déclaré Willie Walsh, directeur général de British Airways au quotidien *The Guardian*.

Article paru dans l'édition du 24.09.09

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Newsletters » Talents.fr
 » Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Voyages » RSS » Sites du
 » Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Programme » Le Post.fr groupe
 Télé

Le Monde

» Abonnez-vous au Monde à -60%
 » Le journal en kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-